

Aucun membre de l'association ne m'accompagnait pour ce vingtième voyage au Mali depuis 2002. Il y avait d'ailleurs beaucoup de sièges inoccupés dans le vol d'Air France qui me conduisait à Bamako le vendredi 11 février. Les récents enlèvements de français au nord du Mali et au Niger ont eu un grand retentissement médiatique ; l'ambassade de France au Mali a classé le nord du pays en zone rouge et le reste en zone orange où « il est déconseillé, sauf motif impérieux, notamment d'ordre professionnel, de se rendre ». Les conséquences pour le Mali sont graves : le secteur du tourisme est en crise et nombre d'associations ont réduit ou cessé leurs activités.

Je ne crois pourtant n'avoir fait preuve ni d'héroïsme ni d'inconscience en décidant de me rendre au Mali en février. Il est certes prudent d'éviter certaines zones au Nord, mais le risque de se faire enlever est nul dans la plus grande partie du pays et infime dans la région de Douentza où travaille notre association. Le risque zéro n'existe pas et entre deux maux il faut choisir le moindre. Le tourisme constitue la troisième source de devises du pays après l'or et le coton et fait vivre des dizaines de milliers de personnes. Abandonner ce pays ne peut qu'aggraver la pauvreté et augmenter le banditisme, voire le terrorisme.

### La clôture de Siba

Je suis arrivé à Douentza le dimanche 13 février à 2 heures du matin après seize heures de bus : un record ! Après une journée de repos, le travail a commencé le lundi par une visite à Siba. En octobre dernier, Villages Dogons a fait une demande de prêt auprès de ses sympathisants et adhérents pour financer une clôture autour des jardins maraîchers cultivés collectivement par l'association des femmes du village. Notre appel a été entendu : quinze personnes ont répondu positivement et nous ont prêté une somme totale de 4 100 euros. La clôture a été construite en décembre et début janvier. Moussa a fait poser six rangées de fil de fer barbelé au lieu des cinq prévues initialement, mais cela n'a pas été suffisant : les chèvres du Mali sont particulièrement affamées et agiles, car elles

réussissent à pénétrer dans le jardin en se faufilant entre les barbelés qui ne sont pourtant



distants que de trente centimètres !

Il a donc été décidé d'ajouter un grillage tout autour du jardin. Le surcoût est de 750 euros et porte le prix total de la clôture à 3 100 euros. Cette barrière va permettre aux femmes de diversifier les cultures. Jusqu'à présent, elles se limitaient à l'oignon qui n'est guère prisé par les chèvres. Elles vont maintenant pouvoir se lancer dans d'autres cultures, comme celles du piment ou de la pomme de terre, qui sont d'un bon rapport et qui leur étaient interdites jusqu'à présent car les chèvres raffolent du feuillage de ces plantes.

### Un puits pour Koïra Béri

Après Siba, nous nous sommes rendus, Moussa et moi, à Koïra Béri situé à une dizaine de kilomètres. Le puits de ce village s'est effondré en août 2010. Construit en 1987 grâce au financement d'un donateur canadien, ce puits n'a pas eu une durée de vie normale : le béton du cuvelage a été en effet mal dosé en ciment par l'entrepreneur qui a ainsi gagné quelques

centaines d'euros... Privés d'eau, les villageois se sont cotisés pour remettre en état la pompe solaire d'un forage réalisé en 1996 : 800 000 francs CFA (1 220 euros) ont été difficilement rassemblés pour faire venir de la capitale Bamako, située à quelque 900 km, le spécialiste capable de faire la réparation. Une telle somme est considérable dans un pays où le salaire d'un instituteur est de l'ordre



Puits de Koïra Béri effondré

100 euros par mois. Les pompes à énergie solaire ne sont manifestement pas la panacée pour ces populations. Les villageois en sont d'ailleurs bien conscients et c'est pourquoi ils demandent à notre association de les aider en finançant la construction d'un nouveau puits à grand diamètre. Réalisé dans les règles de l'art, un tel puits a une durée de vie d'environ un siècle. Bien sûr, son coût (22 500 euros pour une profondeur de 26 mètres à Koïra Béri) dépasse de 50 % environ celui d'un forage. Mais il ne nécessite pas d'entretien coûteux et son eau est en général d'une meilleure qualité gustative.

### De Koumbé à Bom

Le mardi 15 février, nous sommes partis de bon matin pour Guénébana. Avant de grimper la falaise, nous avons fait une halte à l'école de Koumbé dont la construction a été financée par notre association entre 2005 et 2009. Dix-sept nouveaux élèves se sont inscrits cette année portant l'effectif à 101 élèves répartis entre trois classes à double niveau. Vingt-sept élèves de sixième année vont terminer en juin prochain le cycle fondamental. Ils constituent la première promotion de l'école à se présenter au certificat de fin d'étude du premier cycle de l'enseignement fondamental (CFEPCEF). Nous espérons que les résultats seront à la mesure de l'enthousiasme dont a fait preuve son directeur, Boureïma GUINDO, depuis la création de l'école.

L'ascension de la falaise vers Guénébana avec Moussa et Moktar, un petit-fils du chef du village, s'est faite sous un soleil éclatant mais une température tout à fait supportable (30° environ)

en cette fin de matinée. C'est à partir de fin février-début mars que les températures nocturnes et diurnes se mettent à grimper pour atteindre les 45° d'avril à juin.

La discussion avec la dizaine d'hommes présents a surtout porté sur la banque de mil et de tourteau (aliment pour les animaux). Le principe en est le suivant : notre association prête une certaine somme à un village. Avec cet argent, des sacs de mil, ou de tourteau, sont achetés, transportés et stockés dans le village. Les sacs sont ensuite revendus aux familles qui en ont besoin avec un petit supplément destiné à couvrir les frais de transport. Les avantages de ce système sont multiples. Un villageois qui a besoin de mil peut s'approvisionner sur place sans être obligé d'aller



Guénébana

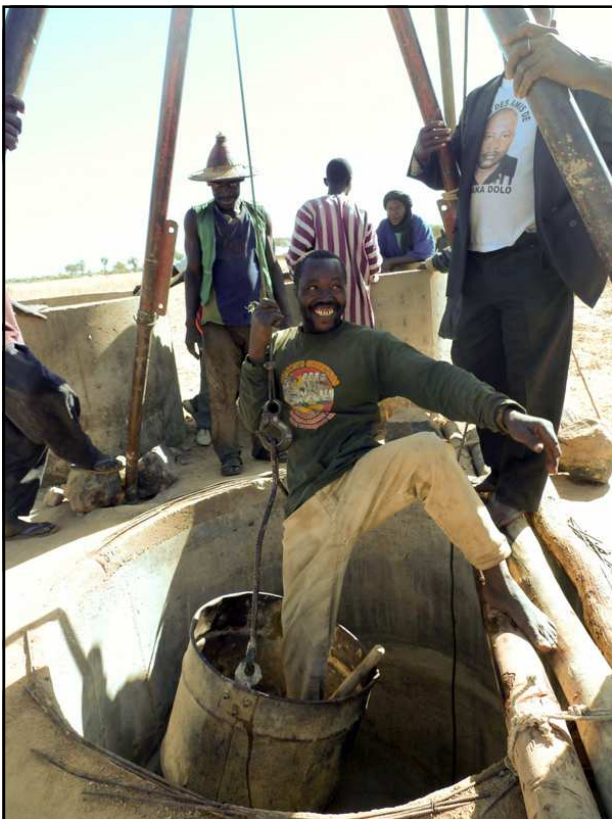
l'acheter sur le marché de Douentza, ce qui nécessite une journée aller-retour. Le stockage permet également d'atténuer les effets de la spéculation. Un sac de mil peut se négocier trois ou quatre fois plus cher pendant la période de soudure que dans les semaines qui suivent la récolte. Enfin, il y a des moments où on ne trouve pas de mil à acheter sur le marché : pénurie (souvent artificielle) et spéculation vont de concert.

L'expérience de ces dernières années a montré que la gestion collective d'une banque de mil est très difficile. Une famille qui n'a pas d'argent va en effet faire pression auprès des responsables de la banque – soit directement, soit par l'intermédiaire d'une tierce personne comme le chef du village – pour obtenir un sac de mil à crédit. Le paiement ultérieur se révèle souvent problématique. Celui qui a obtenu un crédit va argumenter que l'argent

mis à disposition de village par notre association est pour tout le monde, qu'il a autant de droit à en bénéficier que les autres, etc... D'où conflits et risque de voir s'évaporer peu à peu la somme prêtée à la communauté. Sur l'initiative de Moussa, un autre système de gestion a été mis en place il y a un an : la banque n'est plus gérée collectivement, mais par trois personnes qui sont personnellement responsables du fonctionnement et du remboursement. La transition se fait difficilement et nous ferons un premier bilan l'année prochaine.

Après nous être restaurés de riz accompagné d'un poulet à la chair ferme et goûteuse, nous sommes redescendus dans la plaine pour nous rendre à notre rendez-vous avec l'association des teinturières. Quatorze de ses quinze membres nous attendaient chez Madina, la présidente. Nous avons prêté un total de 400 000 francs CFA (610 euros) à cette association. Cet argent leur sert à acheter des bandes de coton qu'elles cousent pour confectionner des pagnes qu'elles teignent avec de l'indigo. Elles utilisent de la teinture naturelle, qu'elles fabriquent elles-mêmes avec les feuilles d'un arbre (l'indigotier) et qu'elles mélangent avec de la teinture industrielle qui tient plus longtemps. Le coût d'un bidon de soixante litres est actuellement de 270 000 francs CFA (422 euros).

Grâce au microcrédit, l'activité de l'association des teinturières s'est beaucoup développée. Elles ont déjà pu nous rembourser un total de 220 000



Travaux du puits de Ferro-Dirimbé

francs CFA (335 euros). Rappelons que Villages Dogons consent des prêts sans intérêts mais demande en contrepartie que les intérêts versés par les femmes qui empruntent à la caisse de leur association soient capitalisés afin de constituer progressivement des fonds propres.



Puits de Bom

Après la réunion avec les teinturières, nous nous sommes dirigés vers Bom. Le puits financé l'an passé donne toute satisfaction aux villageois. L'association des femmes continue son activité d'emboûche (achat de chèvres pour les engraisser et les revendre). Elle a pu nous faire un deuxième remboursement de 20 000 francs CFA (30,50 euros) sur les 100 000 francs CFA que nous lui avons prêtés il y a trois ans.

### Inauguration du puits de Ferro-Dirimbé

Le mercredi matin, nous sommes partis pour l'inauguration de puits de Ferro-Dirimbé. Nous



Le puits de Ferro-Dirimbé

étions accompagnés par Abdoulaye Maïga, adjoint au Maire de Douentza. Nous vous avons parlé de ce puits dans notre dernier bulletin. Dix

campements, occupés par un millier de Bellas arrivés là en 1994, ne disposaient d'aucun point d'eau à proximité et devaient aller s'approvisionner jusqu'au puits du village de Dirimbé, soit trois heures de marche aller-retour. La construction



Dans le puits de Ferro-Dirimbé

d'un puits, considérée comme prioritaire, a été votée lors de notre AG de septembre 2010. Nous avons reçu pour ce projet le soutien financier du Conseil Régional d'Ile-de-France qui nous a accordé une subvention de 10 000 euros. Le puits a une profondeur de 28 mètres et les travaux, qui ont duré cinq mois, ont coûté seize millions de francs CFA (24 400 euros).

Comme j'étais le seul représentant de Villages Dogons cette année, j'avais demandé que cette inauguration se fasse sans les festivités habituelles. Mon émotion était vive cependant en écoutant le chef du village : « Un arbre, quand vous le plantez, ce n'est qu'une seule racine », a-t-il déclaré au début de son discours de remerciement, « mais, quand il grandit, il fait beaucoup de racines ». Ces paroles se prêtent à de multiples interprétations. Elles ont évoqué pour moi le déracinement de cette communauté qui a dû quitter la terre de ses ancêtres et qui s'est implantée, il y a vingt-sept ans, sur un site où elle ne pouvait s'épanouir. « En nous donnant cette eau, vous nous avez tout donné. Nous ne pouvons



Tisserand de Gamni



Descente dans un point d'eau de Gamni

que vous dire merci, c'est tout ce que nous pouvons vous donner » a conclu Tawafit Dicko, le chef du village. Ce n'était pas tout à fait vrai, car un mouton bien gras nous a été offert à la fin de cette cérémonie. Nous avons partagé sa viande le samedi suivant au cours d'un repas chez Moussa avec le Maire et plusieurs membres du conseil municipal.

### Un puits pour Gamni

Le jeudi, nous sommes allés à Gamni, un village dogon très ancien situé sur la commune de Dianwéli à une quinzaine de kilomètres de Douentza. Ce village demande à notre association de les aider à creuser un puits et je m'y étais déjà rendu en août dernier. Je souhaitais y retourner car on peut mieux apprécier les besoins en eau d'un village en plein cœur de la saison sèche. J'ai ainsi pu me rendre compte à quel point la situation des villageois est déjà difficile à cette époque de l'année. Il existe trois points d'eau pour les 1 100 habitants de Gamni. Il s'agit de sources dont le débit diminue peu à peu. Au moment de ma visite, il fallait une demi-heure pour remplir un seau.

Cette rareté de l'eau provoque de vives tensions et il n'est pas rare qu'une tierce personne doive intervenir pour séparer deux femmes qui revendiquent la priorité. La situation du village s'aggrave à partir de mars car les trois sources sont tarées. Il faut alors aller chercher l'eau au puits de Dianwéli Maoundé, ce qui représente un trajet de trois heures aller-retour. Pour éviter l'affluence et les conflits qui en résultent avec les femmes de Dianwéli Maoundé, les femmes de Gamni s'y rendent après leurs travaux de filage du coton très tard le soir ou en se levant à trois heures du matin.

Les villageois ont essayé de creuser un puits il y a quelques années, mais ils sont rapidement tombés sur une roche très dure qui a résisté à leur barre à mine. Moussa estime que la nappe phréatique n'est pas trop profonde et qu'elle devrait être atteinte avec un puits de vingt mètres pour un coût de 13 125 000 francs CFA (20 000 euros environ). Ce projet sera discuté au cours de notre prochaine AG.

### Microcrédits et puits

Le jeudi après-midi et le vendredi ont été



essentiellement consacrés à des réunions avec des associations de femmes. Nous avons d'abord rencontré l'association « les Déesses », la première à avoir bénéficié d'un microcrédit de « Villages Dogons » en 2006. Leur réussite est impressionnante : avec un prêt de notre part de 500 000 francs CFA (762 euros), elles ont versé 1 385 000 francs CFA (2 111 euros) d'intérêts à leur caisse en cinq ans. Elles viennent ainsi de terminer le remboursement de notre mise de fonds et elles disposent maintenant d'un capital de 885 000 francs CFA (1 349 euros) qu'elles vont continuer à faire fructifier.

La réussite de l'association « Tinaré », dont les membres font du commerce de détail, est également remarquable. Quatorze mois après leur avoir prêté 300 000 francs CFA (457 euros), elles

ont déjà versé 186 000 francs CFA (284 euros) d'intérêts à leur caisse ! Nous leur avons proposé de différer leur premier remboursement pour augmenter ainsi leur capital car leur association compte trente-trois membres et la somme actuellement en caisse ne permet pas de satisfaire toutes les demandes de prêts.

Bien sûr ces succès ne passent pas inaperçus à Douentza et les demandes de microcrédits reçues par Moussa sont nombreuses. Les associations de femmes s'adressent d'autant plus à « Villages Dogons » qu'il n'y a plus aucune ONG – à notre connaissance – qui octroie des microcrédits à Douentza. Nous avons donc rencontré quatre nouvelles associations de femmes le vendredi après-midi : l'association « Faïda » (« les élégantes »), « l'association des femmes unies pour le progrès de Douentza », l'association « Ben Kan » (« ce qui est convenu ») et l'association « Baba-hou Condey ». Ces associations comptent de vingt à soixante membres et sollicitent des prêts de 300 000 francs CFA (457 euros) à 2 000 000 francs CFA (3 050 euros) pour diverses activités : petit commerce, embouche, couture, teinture.

Ces demandes s'ajoutent à celles de l'association des femmes du village de Gamni pour une somme de 500 000 francs CFA et de l'association des teinturières qui souhaitent une augmentation de leur prêt.

On le voit, les microcrédits correspondent à une demande forte. Il me semble que nous pouvons nous engager davantage dans cette voie. Un prêt de 500 à 1 000 euros représente une somme relativement faible par rapport au coût d'un puits ou d'une école alors que ses retombées économiques et sociales sont grandes. Les femmes membres d'une association bénéficiant d'un microcrédit gagnent en autonomie financière.



Travaux du puits de Ferro

Elles affirment ainsi leur statut au sein de la famille – notamment vis-à-vis de leur mari – et plus généralement dans la société malienne.

Une autre demande forte concerne les puits. Pendant mon séjour, j'ai visité cinq villages qui voudraient que nous les aidions : Gamni et Koïra Béri dont j'ai déjà exposé les difficultés, ainsi que Kara, Soki et Adia. Leurs demandes s'ajoutent à celles des années passées auxquelles nous n'avons pu encore répondre favorablement. Le financement de ces puits représente une somme qui dépasse de beaucoup les moyens actuels de notre association et il nous faudra choisir les projets qui nous paraissent prioritaires.

La réalisation d'un puits profite bien sûr à toute une communauté, mais les femmes et les enfants en sont les premiers bénéficiaires. Ce sont eux en effet qui, matin et soir, sont de corvée d'eau. Dans un village où chaque seau nécessite deux ou trois heures de marche, on mesure le soulagement que peut représenter pour ces femmes et ces enfants la construction d'un puits à proximité.

### **Le forage de Ferro**

Il nous reste encore une réalisation d'importance à financer d'ici juin : le forage de Ferro. Rappelons l'enjeu de ce projet qui a été voté lors de notre dernière AG. En 2010, notre association a financé, pour le village de Ferro, le surcreusement d'un puits à grand diamètre jusqu'à 45 mètres de

profondeur sans atteindre la nappe phréatique. Nous avons donc décidé de réaliser un forage à côté du puits pour savoir à quelle profondeur se trouve l'eau et pouvoir ainsi décider s'il faut poursuivre le creusement du puits. Le coût de ce forage est d'environ 12 000 euros et il nous manque actuellement 6 000 euros. Nous espérons recevoir de nouveau cette année une subvention d'environ 4 500 euros de la Ville de Montmagny qui soutient Villages Dogons depuis maintenant sept ans. Mais il faut aussi prévoir plusieurs milliers d'euros afin de renouveler le stock d'artisanat africain pour le prochain exercice. Nous comptons sur les brocantes des prochains mois et – pourquoi ne pas le dire ? – nous comptons aussi sur votre soutien.

Serge FOURNY



## **Bulletin d'adhésion**

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Tarif normal : 15 €

Tarif couple : 20 €

Tarif réduit : 7.50 €

(pour les personnes dont les revenus sont également réduits)

*Dons : en tant qu'association "d'intérêt général à caractère humanitaire, social et éducatif", nous pouvons établir un reçu ouvrant droit, pour les personnes physiques, à une réduction d'impôts.*



**Villages Dogons** Président : Serge Fourny

6 allée des Primevères - 95360 Montmagny - Tél. : 01 39 83 24 28 — Mob. : 06 83 06 94 72

<http://www.villages-dogons.org> — [contact@villages-dogons.org](mailto:contact@villages-dogons.org)